

INTEGRATION ET CITOYENNETE

678

Depuis maintenant cinq ans, la question de l'immigration est devenue un des thèmes majeurs qui se posent à la société française. 1983 fut l'année des campagnes municipales xénophobes, racistes et honteuses. 1984 l'année forte de l'émergence du Front-National. 1986 celle de sa "**reconnaissance**" politique. 1987 l'année de tous les dangers pour les jeunes issus de l'immigration avec la remise en cause du code de la nationalité.

A l'heure d'élections importantes pour le pays, comment pouvons-nous poser le problème de manière claire et sans ambiguïté aucune ?

Comment de façon concrète proposer une politique basée sur, la solidarité, le respect des droits et des devoirs de chacun et éviter les dérapages scandaleux qui entretiennent les doutes et les rejets savamment distillés par la droite et l'extrême droite ?

Il est urgent de considérer l'intégration des communautés comme une réalité incontournable qui va conditionner l'avenir de ce pays ; car au delà du droit légitime de cette population à rester sur le sol français, comment imaginer aujourd'hui et surtout demain une France dynamique faisant face aux difficultés économiques et démographiques de toutes sortes, sans leur présence.

Les immigrés et les jeunes issus de l'immigration de toutes origines, plus particulièrement les Franco-Maghrébins, doivent être considérés comme citoyens de France à part entière. Leurs apports culturels, économiques, scientifiques parfois, demain politique sont des atouts considérables qu'il ne faut en aucun cas gommer sous prétexte que "**même**", citoyens français, ils devraient mettre leurs origines, leurs racines au vestiaire.

Il ne faut en aucun cas brusquer, bousculer, les consciences individuelles des jeunes immigrés qui n'ont pas encore, pour beaucoup d'entre-eux, choisis d'être français. Seule la démarche volontaire, pensée, désirée peut éviter d'en faire des éternels "**immigrés**". Leur marginalisation, sous prétexte de n'avoir pas choisi d'être national tout de suite, est dangereuse et primaire.

Permettre d'acquérir une identité, cela peut-être bien sûr l'acquisition de la nationalité française, mais pour ceux là même qui désirent attendre encore pour des raisons morales, ils ne doivent pas être considérés comme des illégitimes, des parias de la société française.

Nous devons tout faire pour que la démocratie soit ouverte à tous le plus largement possible, chacun avec sa spécificité et sa sensibilité. L'occasion des prochaines élections devrait permettre, par exemple, d'avoir des jeunes Franco-Maghrébins sur les listes des partis.

La République Française, laïque et fraternelle a toujours accepté en son sein des populations diverses venues l'enrichir. Et le temps a toujours joué en faveur de l'intégration. Ceux qui ne n'ont pas encore fait le pas vers la nationalité française n'en demeurent pas pour autant des citoyens à part entière contribuant à l'effort national, respectant dans leur immense majorité les lois de ce pays, développant une vie culturelle, sociale, associative dynamique et pleine de qualité.

.../...

Nous devons stopper l'ardeur que mettent certains "politiques" de droite et surtout d'extrême droite à vouloir , légitimer, eux, leur exclusion et pour cela tous les moyens sont bons.

Cela commence par la restructuration du système économique, de la réorganisation du marché du travail et cela se termine par les atteintes à la dignité humaine concrétisée par la réforme du code de la nationalité et la mise en place d'un nouveau projet de société où les minorités, les défavorisés seraient exclus. Tout ceci dramatise artificiellement le débat de la manière la plus injuste et la plus honteuse, afin de se donner les moyens du rejet de l'autre.

- La gauche dans ce domaine a, il faut le reconnaître manquée de souffle, de dynamique, d'idées et de contre-stratégie pour relever le défi.

- Elle apporte un discours longtemps "ressassé"; parfois humaniste; certes, mais sans force.

Il faut abandonner ce discours défensif des années 70 (type rapport LE PORS) car "l'immigration " change. Nous devons aller de l'avant et affirmer la nécessaire intégration , l'apport dynamique des communautés ; le brassage déjà là partout et démontrer que les problèmes quotidiens que l'on vit mal, notamment dans les grands ensembles, sont dus à des conditions économiques et sociales difficiles. Que c'est seulement ensemble que nous réussirons à sortir de la crise, ensemble que nous pouvons trouver les solutions pour un "mieux vivre". Nous n'avons pas à toujours justifier, comme s'il fallait justifier, la présence de populations vivant en France depuis des dizaines d'années.

Les problèmes liés à l'immigration ne sont que le miroir des faiblesses structurelles de la société française.

Seules des actions concrètes précises pourront permettre l'insertion, puis l'intégration et non pas l'assimilation des immigrés et des français d'origine étrangère en difficultés. Actions en matière de logement, de formation, d'éducation et d'emploi, mais aussi sur la communication, les échanges internationaux, leur place dans la fonction publique, l'injustice et beaucoup d'autres exemples encore.

C'est cela agir pour l'intégration.

FAIT A MARSEILLE LE 17 FEVRIER 1988

Tahar RAHMANI.
